



Déclaration liminaire FSU

Ce CSA SD doit traiter aujourd'hui des ajustements de carte scolaire pour le 1er degré. Avant d'aborder ce point à l'ordre du jour, la FSU tient à revenir sur un certain nombre de sujets d'actualité.

En effet, nous sommes dans un contexte social particulièrement dégradé qui se traduit, depuis 6 mois, par un mouvement revendicatif unitaire inédit. Ce dernier s'est avant tout focalisé sur la loi « Retraites » brutale et injuste que la FSU, avec l'ensemble des organisations syndicales, combat encore. Mais il ne faut pas oublier pour autant nombre de nouvelles réformes et annonces qui s'articulent avec cette volonté de faire « travailler plus, plus longtemps, plus rudement ». Il s'agit bien entendu de la réforme de la voie professionnelle qui veut saborder un pan entier de notre système éducatif pour fabriquer de la « chair à patron » tout en abandonnant les PLP; il s'agit évidemment du PACTE qui méprise le travail des personnels et casse notre statut ; il s'agit aussi, au lendemain des propositions du Ministre de la Fonction Publique rejetées par l'ensemble des organisations syndicales, des rémunérations de l'ensemble des fonctionnaires.

Dans le même ordre d'idée, on voit le Ministre de l'Éducation nationale incapable de proposer une véritable mixité sociale alors même que la publication contrainte des IPS a démontré que l'enseignement privé ne joue pas le jeu ; incapable également d'agir efficacement contre le harcèlement scolaire, si ce n'est dans la précipitation et l'effet d'annonce. Parions que Monsieur Ndiaye sera plus prompt à mettre en place les dernières idées présidentielles sur le sort des AESH, toujours plus précarisé.es, toujours plus exploité-es, nous y reviendrons.

L'Éducation nationale ne va pas bien, c'est le moins que l'on puisse dire ! Preuve supplémentaire incontestable : loin de l'embellie annoncée par le Ministère, les premiers chiffres des admissibles aux concours de recrutement pour la session 2023 confirment partout l'enracinement de la crise de recrutement. Dans de nombreuses académies et disciplines, le nombre d'admissibles est égal voire inférieur au nombre de postes ouverts ! Dans le premier et le second degrés, il manquera des enseignant-es à la rentrée... Le « choc d'attractivité » promis par le ministre l'an dernier n'a manifestement pas eu lieu !

Pour en venir à l'ODJ de cette instance, quoi dire ?...

Aucune marge pour ouvrir des classes là où les effectifs le nécessitent : nous illustrerons notre propos en séance. Aucune possibilité d'abonder la brigade de remplacement dont vous savez, notamment ces derniers temps, combien elle est insuffisante : le nombre d'élèves répartis dans d'autres classes ou tout simplement assignés à résidence durant des semaines (oui des semaines, pas 2 ou 3 jrs) se multiplient. Le constat est tel qu'encore une fois, s'il y a bien un recrutement qui n'est pas en berne année après année, c'est celui de personnels contractuels. La fameuse « souplesse » nécessaire... quand par ailleurs les collègues en demande d'inéat en Drôme, parfois depuis plusieurs années en disponibilité, voient leur calvaire se prolonger.

Ne parlons pas de tout le reste dont les RASED aux secteurs de plus en plus grands, de la formation continue réduite à peau de chagrin, de l'indigence des postes UPE2A, etc, etc...

Un point cependant sur lequel il convient de s'arrêter : les AESH. Le mépris et la violence institutionnelle que subissent nos collègues depuis des années n'a vraisemblablement pas de limite. Plutôt que d'un véritable statut, d'un salaire décent, d'une réelle formation, d'un emploi à temps plein, de recrutements nécessaires y compris pour des brigades de remplacement AESH ... bref d'une politique responsable de la prise en charge du handicap à l'école, le projet de fusion des missions d'AED et d'AESH constitue une gifle aux personnels déjà précarisés, mais aussi aux élèves et leurs parents. Ce « Travailler toujours plus pour gagner à peine plus » insensé, maltraitant, révoltant n'est plus possible et c'est pour ces raisons que les personnels AESH, avec la FSU et d'autres organisations syndicales, sont dans l'action ce 13 juin 2023.

Enfin, un dernier point chaud, hiver comme été, et nous savons ce qu'il en est, nous délégué·es du personnel, pour travailler au cœur de ces quartiers, dans la Maison des syndicats de Valence. Les écoles du Plan et de Fontbarlettes vivent dans une tension extrême et dans la peur depuis quelques semaines mais en réalité depuis le début de l'année scolaire et même depuis des années. Nous saluons ici l'engagement sur ce dossier des services académiques, des représentant·es de l'Institution y compris jusqu'aux plus hautes fonctions, et ce au quotidien depuis plusieurs jours. Néanmoins, vous le savez pour l'avoir entendu de la bouche des personnels comme des parents d'élèves, le sentiment d'abandon... n'est pas qu'un sentiment ! Le soutien, les paroles, la présence, c'est nécessaire... mais pas suffisant ! Il faut des actes, et cela nécessite des moyens, pour répondre aux doléances relayées depuis longtemps par des équipes qui œuvrent chaque jour avec leurs armes à faire en sorte que l'Ecole reste encore debout... mais jusqu'à quand ? Nous arrivons à un seuil critique où les personnels ont besoin de voir concrètement l'Institution s'engager, à leur côté.

Ne parlez donc plus de projets innovants au financement hypothétique ou illusoire, de Pacte on ne peut plus aléatoire... Engagez-vous, vraiment, maintenant, avant qu'il ne soit trop tard. Ces équipes, ces héros et héroïnes de l'Ecole, leurs doléances, vous les connaissez, elles sont les mêmes partout d'ailleurs, mais là prioritaires : des maitres supplémentaires, du temps de décharge d'enseignement pour travailler en équipe, des RASED complets, des AESH en nombre suffisant, des aides à la direction d'école avec un statut digne de ce nom, du personnel municipal formé, revalorisé, gage de stabilité, etc, etc. Certes tout n'est pas de votre responsabilité et tout ne peut se faire en un jour. Mais venir seulement constater impuissants les dégâts, les équipes s'épuiser, ça ne suffit plus !

Aussi, nous vous invitons à commencer par le commencement :

- demander officiellement la labellisation REP+ pour l'ensemble des écoles du Plan et de Fontbarlettes (le contexte actuel renforce cette nécessité, s'il fallait s'en convaincre),
 - en cohérence avec cette demande, et dans l'attente de sa concrétisation, dégager les moyens nécessaires en remplacement de manière à tendre vers des dispositifs de travail en équipe type ceux liés à pondération REP+,
 - Autre exemple : placer au moins un·e maitre·sse supplémentaire par école ou groupe scolaire.
- Ces pistes premières, qui sont dans vos moyens, dans vos possibilités du moins (parce que justement les moyens, il faudrait les demander au MEN, comme nous vous les demandons à chaque instance de carte scolaire, nous faisant en cela les porte-parole de la profession), ces pistes, cela fait des années qu'elles vous sont réclamées par ces équipes. Encore une fois, au vu du contexte, il y a donc urgence à les mettre en œuvre.

L'Ecole, partout et particulièrement dans ces quartiers populaires, a besoin de mesures fortes en lien avec les attentes des personnels et de la communauté éducative. Elle ne peut plus attendre. Assez de paroles, des actes !